

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

24<sup>ème</sup> année - N° 4425 - Jeudi 27 Juillet 2023 - Prix : 200 Fc

**ENERGIE**

## Un groupe électrogène à Mohéli après 3 jours sans électricité



Groupe électrogène  
de dépannage pour Mohéli



### Avis d'Appel d'offres

Date 25 Juillet 2023

La société Aéroports des Comores (ADC) requiert les services d'un bureau d'études pour l'évaluation des besoins en ouvrages et équipements en vue de la mise en service des bâtiments de l'aérogare et de l'administration de l'aéroport de Bandar-es-salama

Les personnes morales intéressées peuvent retirer le dossier de consultations auprès de :

**Directeur Technique de l'ADC**  
Aéroport International Moroni-Prince S. Ibrahim,

**Hahaya, Grande Comores**  
Email : [dt.adc@adccomores.com](mailto:dt.adc@adccomores.com)

**Les frais de dossier sont de 125.000 (cent vingt-cinq mille francs comorien)**

Une visite sur site obligatoire est prévue le 01 Aout 2023, heure 11h00.

La date limite de soumission des offres est **le 25 Aout 2023, heure 16h00.**

EXAMEN D'ENTRÉE EN 6E À ANJOUAN :

# Des erreurs constatées après les résultats

*Les résultats du concours d'entrée en sixième font polémique à Anjouan. Plusieurs candidats sont déclarés admis sur le site internet de l'ONEC et non sur les listes affichées dans les différents établissements. D'autres figurent dans les listes et non sur le site Internet. Une situation qui provoque la colère de nombreux parents.*



Lycée de Mutsamudu.

Sur place, à l'Office Régional des Examens et Concours à Anjouan (OREC), nombreux sont les parents venus savoir le pourquoi de cette situation confuse. Depuis quelques jours, une polémique a fait son apparition dans l'île. On trouve des candidats qui sont déclarés admis au concours d'entrée en 6ème dans le site Internet mais qui ne figurent pas sur les listes affichées. Et vice et versa. Sans explications satisfaisante, une mère d'élève supposé admis dans le site accuse les responsables des examens d'avoir truffé le processus avec des erreurs inimaginables. « C'est une erreur grave. Comment après résultats, on peut avoir des candidats qui figurent dans le site comme admis et qui ne figurent pas dans les listes affichées. C'est inimaginable », lance une mère.

Hayati Assani, la quarantaine montre que son enfant figurait sur le site et non sur la liste affichée. « Comment peut-on valider une telle bêtise ? », s'interroge-t-elle. Et d'enchaîner : « Je suis retournée pour revérifier dans le site de l'ONEC, mais aucune donnée n'est disponible ».

De son côté, le Directeur de l'OREC, Nadhufdine Youssouf montre que l'erreur est corrigée et que tout est revenu à la normale. Il faut souligner que ce n'est pas l'île d'Anjouan qui a eu ce genre de problème pour le concours d'entrée en 6e de cette année. L'île de Ngazidja

a connu aussi une anomalie. Un numéro de table avait sauté et avait causé un désordre pour toute la liste des candidats du sous-centre d'examen. Fort heureusement, le jury a pu résoudre le problème et rassurer par la suite les parents des candidats.

A noter que pour ces examens nationaux 2022-2023, des défaillances sont constatées sur l'île d'Anjouan. Rappelons que la dictée du BEPC a été refaite puisque celle qui a été composée était celle de l'entrée en sixième. Les responsables disent que tout est rentré dans l'ordre.

Nabil Jaffar

**La Gazette des Comores**  
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES  
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse postale : \_\_\_\_\_ email : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ Mob : \_\_\_\_\_

**Périodicité :**  
3 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
6 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
12 mois  Montant : \_\_\_\_\_

**Mode de règlement :**  
Espèces   
Chèque  n° \_\_\_\_\_  
Virement bancaire  réf. : \_\_\_\_\_

Moroni le \_\_\_\_\_  
Signature : \_\_\_\_\_

**Tarifs d'abonnement**  
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

## Tribune conjointe de l'ambassadrice de l'Union Européenne et de l'ambassadeur de France sur le partenariat UE-Afrique

Le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial qui vient de s'achever à Paris répondait à la nécessité pour les membres de la communauté internationale de travailler ensemble afin de résoudre les grands défis mondiaux, notamment ceux qui touchent plus particulièrement les pays africains : la crise de la dette ou la finance climat. L'accompagnement des pays victimes du réchauffement climatique dans leur transition climatique requiert des investissements gigantesques. Il faut être au rendez-vous. Alors que certains pays cherchent à diviser, compromettant ainsi le développement et la sécurité de la communauté internationale et notamment des Etats les plus vulnérables, le partenariat que l'Union européenne et l'Afrique nouent, ancré dans le dialogue et le multilatéralisme, apporte des solutions concrètes et de long terme.

Le partenariat entre l'Union européenne et les pays africains permet des avancées tangibles sur les enjeux communs aux deux continents. Le sixième Sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA) qui a réuni 67 dirigeants d'Afrique et d'Europe à Bruxelles, les 17 et 18 février 2022, a permis la mise en place d'un partenariat renouvelé entre l'Europe et l'Afrique pour construire un espace commun de paix, de sécurité, de prospérité et de progrès basé sur la réciprocité, la confiance, le respect et la compréhension mutuelle.

L'Union européenne est un partenaire fiable, loyal, respectueux de ses engagements. Sur les différents volets de ce partenariat, les résultats sont là, confirmant la place de l'Union européenne en tant que premier partenaire de l'Afrique à tous les niveaux. Pour renforcer les infrastructures de qualité, ce sont près de 150 milliards d'euros d'investissement qui doivent être fournis d'ici 2027 par l'Union européenne dans le cadre de la stratégie « Global Gateway ». L'Union européenne devrait également mobiliser d'ici 2024 plus de 9 milliards d'euros pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique. Autre exemple : 365 millions de doses de vaccin contre le Covid ont été livrées depuis le début de la crise, au bénéfice du bien-être des populations. Aux Comores, ce partenariat se traduit notamment par un soutien aux créateurs d'entreprises locales, le développement de l'économie bleue et celui de l'énergie solaire, ou encore l'appui à la jeunesse à travers la formation professionnelle. Au Kenya il s'agit d'un partenariat pour l'installation de la fibre optique et la construction d'un système de bus rapide à Nairobi. Au Burkina, l'UE est le principal partenaire des projets d'électrification rurale et renouvelable avec notamment le projet Yelen qui bénéficie à 110 000 foyers. En matière de paix et de sécurité, la coopération européenne se matérialise par un soutien de 600 millions d'euros via la Facilité européenne de paix sur la période 2022-2024 qui permet notamment de financer des

équipements militaires létaux au bénéfice du Niger ou d'appuyer les opérations africaines de paix de l'UA, comme les forces rwandaises déployées au Mozambique.

L'Europe agit également pour atténuer les conséquences dévastatrices de l'agression russe en Ukraine sur le continent africain, qui ont contribué à aggraver l'insécurité alimentaire. L'Union européenne s'est ainsi mobilisée pour garantir la disponibilité de stocks importants de céréales sur le marché afin de stabiliser les marchés pour limiter la volatilité et la hausse des prix. Elle a mis en place les corridors de solidarité qui ont permis d'exporter plus de 32 millions de tonnes de produits céréaliers d'Ukraine.

L'UE participe également pleinement à la « Food and Agriculture Resilience Mission » (FARM) qui vise à maintenir la transparence sur les marchés agricoles, renforcer la solidarité envers les pays les plus affectés et investir dans la production locale durable. L'Union européenne soutient l'initiative ukrainienne « Grain from Ukraine » en finançant des opérations d'acheminement par le Programme alimentaire mondial (PAM) de blé offert par l'Ukraine vers la Somalie et l'Ethiopie et contribue à l'opération « Sauvetage des récoltes » pour acheminer les engrais vers les pays africains qui en ont le plus besoin (7,5 millions d'euros versés au PAM).

La division et le mensonge que certains cherchent à utiliser comme armes de guerre ne résistent pas à l'épreuve des faits. Le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial rebat les cartes de la solidarité internationale face aux défis mondiaux et celles de la gouvernance des partenariats financiers. Il a permis d'apporter des solutions concrètes : l'objectif visant à allouer 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (ou de contributions équivalentes) aux pays les plus vulnérables, en particulier en Afrique, a été atteint. Dès le début du Sommet, a été annoncé un nouveau partenariat de transition juste (JET-P) au Sénégal, mécanisme innovant qui mobilise des financements publics et privés pour aider les pays en développement à abandonner les énergies fossiles. Grâce au Cadre commun du G20 et du Club de Paris, un accord a été trouvé sur le traitement de la dette de la Zambie, une étape historique pour ce pays et le peuple zambien. Dans toutes ces évolutions, l'Europe agit.

Ensemble poursuivons nos efforts communs pour renforcer notre partenariat, en vue de contribuer à la paix, la sécurité et la prospérité mondiales et de choisir le dialogue, la solidarité et le respect du droit face aux chantres de la fracturation du monde

## ENERGIE

## Un groupe électrogène de dépannage à Mohéli après 3 jours sans électricité

*Le seul groupe électrogène qui fonctionnait à la centrale de la SONELEC de Mohéli a lâché depuis deux jours, après que sa période de révision soit largement dépassée. Le chef de l'État a fait appel à un ancien groupe électrogène de la centrale d'Itsambouni à Ngazidja pour palier cette panne d'électricité qui frappe toute l'île de Mohéli. Le groupe est arrivé hier mercredi 25 juillet, des techniciens venus de Moroni ont rejoint leurs collègues sur place,*

*accompagné du patron de la société, en présence du gouverneur de l'île pour trouver une solution en tout cas pas pour ce mercredi selon nos informations.*

Un groupe de dépannage a été débarqué ce mardi 25 juillet au port de Bangoma pour résoudre la crise énergétique qui frappe l'île depuis le dimanche 23 juin où le seul groupe électrogène qui alimentait l'île toute entière a lâché. Ceci après que sa période de

révision soit largement dépassée. Nous l'avions signalé dans nos précédents articles. Une annonce par mégaphone a été faite pour avertir la population de la coupure d'électricité pendant 3 jours. Le chef de l'État aurait fait appel à ce vieux groupe de la centrale d'Itsambouni pour palier cette crise.

Le Directeur général de la SONELEC accompagné de toute son équipe technique ont fait le déplacement depuis Moroni pour venir prêter main forte à leurs collè-

gues de l'île. En présence du gouverneur de l'île Mohamed Said Fazul qui aurait escorté le groupe depuis Bangoma, ces techniciens travaillent d'arrache pieds afin que l'île puisse être éclairée. « Ceux qui ont du poisson ou de la viande au frigo qu'ils n'hésitent pas à les offrir aux voisins, car ce n'est pas un travail de quelques heures » avait fait savoir un agent de la SONELEC sous anonymat. Nous avons tenté de joindre le Directeur régional pour plus de précision mais en vain.

Le groupe en panne, après plusieurs manœuvres ce lundi 24 juillet, avait pu redémarrer pendant quelques heures avant de rendre complètement l'âme. Cette question des groupes électrogènes qui ne sont toujours pas révisés à temps est devenue récurrente, ce qui affecte l'économie du pays.

Riwad

### 2ÈME SOMMET RUSSIE-AFRIQUE/GUERRE EN UKRAINE :

## L'Afrique arrivera-t-elle à faire fléchir Poutine ?

*Le président Azali Assoumani, président en exercice de l'UA s'est envolé pour Saint-Petersbourg où il prendra part, avec sa délégation au deuxième sommet Russie-Afrique qui s'ouvre aujourd'hui dans cette deuxième ville de la Fédération de Russie. En marge de ce sommet, le chef de l'Etat comorien aura un tête-à-tête avec le président Vladimir Poutine. Azali fera aussi partie de la délégation restreinte des chefs d'Etat africains qui prendront part dans la réunion séparée sur la crise russo-ukrainienne dans le cadre de la médiation africaine.*

Le chef de l'État Azali Assoumani à la tête d'une forte délégation d'une vingtaine de personnes va prendre part au deuxième sommet Russie-Afrique qui se tient du 27 au 28 juillet dans la magnifique ville de

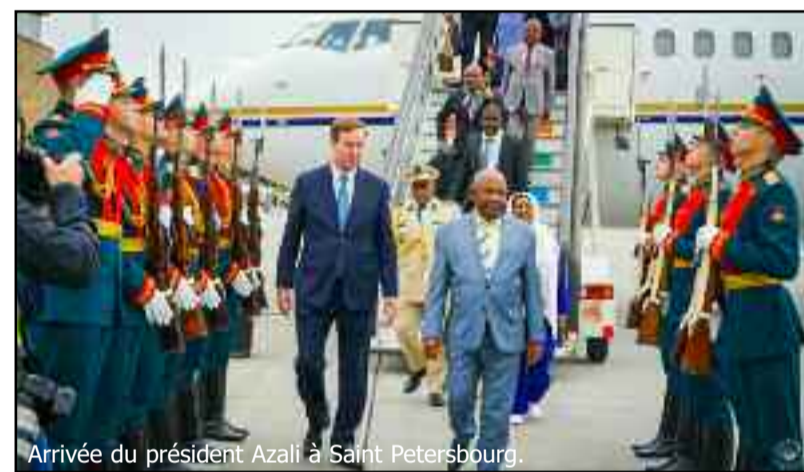
Saint-Petersbourg au nord-ouest de la Russie. D'après Yury Ushakov, conseiller du président russe cité par l'agence de presse turque Anadolu, 49 pays sur 54 ont confirmé leur participation à ce sommet et dont 17 avaient d'ores et déjà assuré la présence de leur chef d'Etat. Le sommet sera ponctué par des nombreuses rencontres bilatérales selon toujours M. Ushakov, d'après qui le président Poutine prévoit de rencontrer tous les dirigeants africains qui seront présents à Saint-Petersbourg.

A l'en croire, la Russie s'est préparée avec beaucoup de détermination et de persévérance pour la réussite de ce sommet qui se déroule dans un contexte mondial tendu marqué par la guerre russo-ukrainienne et le retrait de la Russie de l'accord sur l'exportation des céréales. Ce qui ravive les craintes d'une crise alimentaire mondiale notam-

ment pour l'Afrique, très dépendante de la Russie et de l'Ukraine pour ses importations en blé.

« Il s'agit d'un événement délicat, notamment en raison du contexte actuel. Nous attachons une grande importance à ce sommet et espérons qu'il sera couronné de succès », a-t-il souligné, ajoutant que Vladimir Poutine fera une grande déclaration sur un nouvel ordre mondial multipolaire basé sur le principe de l'égalité de tous les Etats indépendants.

« L'accent sera mis sur les perspectives de développement des relations entre la Russie et l'Afrique, en particulier sur l'aide russe au développement national souverain des pays africains, en garantissant un accès équitable à la nourriture, aux engrais, aux technologies modernes et aux ressources énergétiques. Il y aura une annonce de certaines des initiatives russes



Arrivée du président Azali à Saint Petersburg.

dans ce domaine et la signature de plusieurs accords », a-t-il précisé.

Et d'enchaîner : « il y aura également une réunion séparée sur l'Ukraine dans le cadre de l'initiative de paix africaine. Les chefs d'Etat et les délégations officielles, d'Afrique du Sud, des Comores, de Congo, de l'Egypte, du Sénégal, de l'Ouganda et de la Zambie pren-

dront part à cette réunion. » Selon toujours Yury Ushakov, son pays apprécie les efforts déployés par les partenaires africains pour résoudre le conflit russo-ukrainien par la voie politique. Reste à savoir si l'Afrique réussira là où l'Occident s'est cassé les dents : la résolution du conflit russo-ukrainien.

Maoulida Mbaé

### VACCINATION DE ROUTINE :

## La vaccination anti-COVID-19 fait son entrée

*Le ministère de la santé en collaboration avec l'Oms, l'Unicef et Gavi ont organisé un atelier de remplissage de l'outil d'autoévaluation et de planification de l'intégration de la COVID-19 au PEV (programme élargi de vaccination) de routine et soins de santé primaires à Moroni. Cette réunion va contribuer à l'amélioration de la collaboration entre les différents partenaires techniques et financiers pour renforcer le système de santé.*

Le ministère de la santé en collaboration avec l'Oms, l'Unicef et Gavi, ont organisé du 25 au 26 juillet, un atelier de remplissage de l'outil d'autoévaluation et de planification de l'intégration de la COVID-19 au Programme élargi de vaccination (PEV) de routine. Cette réunion de travail qui a rassemblé 41 cadres techniques du ministère de la santé et des partenaires vise à présenter le package de

soutien à l'intégration, comprenant les considérations Oms, Unicef pour l'intégration la vaccination COVID-19, la liste de contrôle de l'évaluation de l'état de préparation Oms-Unicef, l'outil d'auto-évaluation de l'intégration et d'autres documents de soutien.

Dans son allocution, le secrétaire général adjoint du ministère de la santé Ahmed Mohamed a expliqué

que le partenariat pour la fourniture de vaccins COVID-19 (CoVDP), l'Oms, l'Unicef et Gavi ont établi le groupe de travail sur l'intégration qui vise à préparer un soutien opérationnel aux pays pour l'intégration de la vaccination. « Dans cette optique, les partenaires travaillent avec le ministère notamment la direction générale, afin d'intégrer aux soins de santé primaires qui pré-

sentent un intérêt à la fois épidémiologique, visant à renforcer une couverture vaccinale durable, à tirer parti des investissements et des innovations existants pour renforcer la vaccination, et constitue une opportunité de valoriser l'approche centrée sur l'ensemble du parcours de vie en proposant des services de santé holistiques tout au long de la vie », souligne-t-il.

De son côté, Emmanuelle Collet, la représentante adjointe de l'Unicef montre que cet atelier de dialogue national revêt une importance capitale, car il contribuera à l'amélioration de la collaboration entre les différents partenaires techniques et financiers pour renforcer le système de santé comorien. « L'intégration aux soins de santé primaires présente un intérêt à la fois épidémiologique, visant à renforcer une couverture vaccinale durable, à tirer parti des investissements et des innovations existants pour renforcer la vaccination, et constitue une opportuni-

té de valoriser l'approche centrée sur l'ensemble du parcours de vie en proposant des services de santé holistiques tout au long de la vie », déclare celle qui n'a pas manqué à souligner que l'Unicef est engagé et va continuer d'apporter un appui aux efforts du gouvernement en vue d'atteindre les objectifs nationaux tels que définis dans les documents stratégiques en vigueur.

Rappelons qu'en mai 2023, l'Oms a déclaré que la COVID 19 ne constituait plus une urgence internationale de santé publique et a levé les recommandations en relation avec la situation précédente d'urgence de santé publique. Cependant le virus circule toujours et l'Oms recommande d'intégrer la vaccination dans les services de santé publique de routine en ciblant en particulier les groupes à risque de développer les formes sévères de la maladie. C'est dans ce contexte que s'inscrit cet atelier.

Andjouza Abouheir





## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC)

UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP)

### Avis de demande de cotation ouverte

**Pays :** Union des Comores

**Nom du projet :** Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC)

**Numéro de Don :** IDA - E0490

**Intitulé du marché :** Acquisition, livraison et installation des équipements informatiques, bureautiques et mobiliers de bureau

**Lot 1 :** équipements informatiques et bureautiques

**Lot 2 :** Mobiliers de bureau

**Date de l'avis :** 25 juillet 2023

1- L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer les activités du projet du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC) et a l'intention d'utiliser une partie de fonds accordés au titre de ce financement pour l'acquisition et installation des équipements informatiques, bureautiques et mobiliers de bureau pour l'Unité de Coordination du Projet (UCP).

2- L'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répon-

dant aux qualifications requises pour l'acquisition et installation des équipements informatiques, bureautiques et mobiliers de bureau.

3- La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à une demande de cotation telle que définie dans le projet « Règlement applicable aux emprunteurs – passation des marchés dans le cadre de financement de projets d'investissement de la Banque Mondiale de la quatrième édition novembre 2022 « Le Règlement de passation des marchés » et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

4- Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent retirer le dossier de demande de cotation en précisant l'intitulé du marché, auprès du bureau du projet, aux heures de travail du projet **du lundi au vendredi, de 8h00 min à 16h30 min** ou par email à [infospaesc@gmail.com](mailto:infospaesc@gmail.com) avec copie à [djaanfaree@yahoo.fr](mailto:djaanfaree@yahoo.fr)

5- Les offres devront être remises sous pli fermé avec la mention « **Acquisition, livraison et installa-**

**tion des équipements informatiques, bureautiques et mobiliers de bureau** » en précisant le lot auquel le soumissionnaire soumet son offre et seront adressées à monsieur le coordinateur de l'UCP – PAESC- Route de Salimani – Sahara – Moroni, au plus tard **le Vendredi 4 aout 2023 à 14h 30 min (heure locale de Moroni)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents **le lundi 07 aout 2023 à 16h00 min** dans les locaux du projet PAESC.

6- Une garantie d'offre est requise dans le cadre de cette demande de cotation. Le montant de la garantie d'offre est de trois pourcent (3%) du montant de l'offre et peut être fournie sous l'une de formes suivantes :

- Un chèque de banque certifié libellé au nom de l'UCP- PAESC – Unité de coordination du Projet
- Une caution bancaire



## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC)

UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP)

### Avis de demande de cotation ouverte

**Pays :** Union des Comores

**Nom du projet :** Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC)

**Numéro de Don :** IDA E0490

**Intitulé du marché :** Acquisition et livraison des véhicules

**Lot 1 :** Un (01) véhicule de type pick up

**Lot 2 :** Deux (02) véhicules de type SUV (02)

**Date de l'avis :** 25 juillet 2023

1-L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer les activités du projet du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC) et a l'intention d'utiliser une partie de fonds accordés au titre de ce financement pour l'acquisition et la livraison de trois (03) véhicules pour l'Unité de Coordination du Projet (UCP).

2- L'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répon-

dant aux qualifications requises pour l'acquisition et la livraison de trois (03) véhicules.

3- La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à une demande de cotation telle que définie dans le projet « Règlement applicable aux emprunteurs – passation des marchés dans le cadre de financement de projets d'investissement de la Banque Mondiale de la quatrième édition novembre 2022 « Le Règlement de passation des marchés » et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

4- Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent retirer le dossier de demande de cotation en précisant l'intitulé du marché auprès du bureau du la projet, aux heures de travail du projet du lundi au vendredi de 8h00 min à 16h30 min ou par email à [infospaesc@gmail.com](mailto:infospaesc@gmail.com) avec copie à [djaanfaree@yahoo.fr](mailto:djaanfaree@yahoo.fr)

5- Les offres devront être remises sous pli fermé avec la mention « **Acquisition et livraison des véhicules** » en précisant le lot auquel le soumissionnaire soumet son offre et seront adressées à monsieur le coordinateur de l'UCP – PAESC- Route de Salimani – Sahara – Moroni, au plus tard **le lundi 7 aout 2023 à 14h 30 min (heure locale de Moroni)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents **le lundi 7 aout 2023 à 15h 00 min** dans les locaux du projet PAESC.

6- Une garantie d'offre est requise dans le cadre de cette demande de cotation. Le montant de la garantie d'offre est de trois pourcent (3%) du montant de l'offre et peut être fournie sous l'une de formes suivantes :

- Un chèque de banque certifié libellé au nom de l'UCP- PAESC – Unité de Coordination du Projet
- Une caution bancaire

## INTERVIEW DU PRÉSIDENT DE LA FCB

## "Nous voulons créer une base de données des boxeurs de la diaspora"

*Le président de la Fédération Comorienne de Boxe (FCB) va signer une convention avec l'ambassade de France à Moroni pour l'introduction de la boxe éducative et de la boxe féminine en milieu scolaire. C'était l'occasion pour Mohamed Abdou Mbechezi de revenir sur les perspectives d'avenir de la boxe comorienne notamment le championnat d'Afrique de la zone 4 en 2024. Interview.*

**Question :** Vous allez signer une convention de 46 millions de nos francs avec l'Ambassade de France à Moroni. Pourquoi cette convention ?

**Mohamed Abdou Mbechezi :** Effectivement cela fait plus de 6 mois qu'avec le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'ambassade de France, nous travaillons sur un projet et nous procéderons ce jeudi à la signature d'une convention de plus de 46 millions de francs comoriens. C'est un projet consacré à l'introduction de la boxe éducative et de la boxe féminine en milieu scolaire, en s'appuyant sur un accord de principe que nous avons avec le Ministère de l'Éducation Nationale sur la pratique de la boxe à l'école dès la prochaine rentrée scolaire.

**Question :** Le 20ème championnat d'Afrique de boxe se tient à Yaoundé du 25 juillet au 6 août avec des boxeurs comoriens. Quelles sont vos attentes ?

**M.A.M :** Après notre première participation à un championnat du monde en avril dernier en Ouzbékistan, nous participons à notre premier championnat d'Afrique à Yaoundé, notamment grâce au concours de l'ambassade de France à Moroni, qui nous a soutenus d'une manière substantielle, du Comité olympique toujours présent à nos côtés et d'un donateur anonyme. Nous avons 4 boxeurs accompagnés d'Aboud Enzizi (Tintin), un de nos meilleurs entraîneurs. Notre objectif est de construire des boxeurs aguerris par l'habitude des compétitions de haut niveau, avec en filigrane cette philosophie dans le long terme, de ne pas seulement participer mais d'imposer la Boxe comorienne dans le concert des Nations. Les 8 médailles que nous avons obtenues en une année, nous donnent des raisons de croire que cela est possible, avec un travail sérieux.

**Question :** Et le championnat d'Afrique aux Comores en 2024 ?

**M.A.M :** Avec l'aide d'Allah, mon équipe et moi arrivons à faire un certain nombre de choses. Et le championnat d'Afrique de la zone 4, en est une. Après la décision de l'Afbc, suite à la visite du président de la Confédération, nous n'avons pas arrêté de travailler. Nous sommes dans une logique de mobilisation, d'abord de l'Etat comorien qui doit être la colonne vertébrale de ce projet. Ensuite, nous avons discuté avec plusieurs responsables poli-

tiques à Ngazidja et à Anjouan. Puis nous avons pris contact avec plusieurs institutions internationales. Nous sommes aussi dans une logique de mobilisation de sponsoring et de levée de fonds. Nous travaillons par ailleurs en étroite collaboration avec le ministre des sports, le conseiller du président de la République en charge de la jeunesse et des sports et le Comité olympique national. Certains dossiers n'avancent pas aussi vite que je le souhaiterais mais nous avançons à un rythme soutenu. Et nous serons au rendez-vous de ce formidable challenge, avec l'aide d'Allah.

**Question :** Et la formation des cadres qui est une de vos priorités ?

**M.A.M :** L'Afrique en est consciente et nous (présidents de fédérations nationales de la boxe africaine) avons décidé de prendre les choses en main. Et s'agissant de la FCB, c'est une priorité absolue. D'ailleurs cela fait une semaine que nous avons dans notre pays des formateurs venus de l'ASPBA du CBASP de l'île de La Réunion pour faire une formation de recyclage en attendant la formation de Star1 prévue en marge du championnat de la zone 4 aux Comores, en avril prochain. Nous sommes également en discussion avec la Fédération internationale de boxe, la Fédération française et le Comité Régional de Boxe de La Réunion pour des projets dans le renforcement des capacités des cadres de la FCB.

**Question :** Les Comores comptent de nombreux boxeurs dans la diaspora. Y'a-t-il des contacts entre ces derniers et la FCB ?

**M.A.M :** Cela est vrai. Et depuis quelques temps, nous constatons un intérêt certain de la part de boxeurs comoriens évoluant à l'étranger à notre endroit. Cela nous intéresse au plus haut point notamment pour les championnats du monde, championnats d'Afrique, les Jeux Islamiques, les Jeux de la Francophonie, les Jeux Arabes, les Jeux Africains de la Jeunesse et les Jeux Olympiques. Nous voulons créer une base de données de ces passionnés et pratiquants de boxe pour servir de locomotive au développement de la boxe de notre pays. Nous avons d'ailleurs le projet d'un sélectionneur national chargé principalement de la mobilisation de ces boxeurs de la diaspora comorienne où qu'elle se trouve dans le monde.

**Question :** Vos athlètes vont prendre part fin août aux JIOL, quelles sont vos chances de médailles ?

**M.A.M :** Cette question est complexe. Tout ce que je peux dire, encore une fois, c'est que la Fédération que j'ai l'honneur de diriger, refuse catégoriquement, ce qu'a dit le fondateur de l'olympisme moderne, le Baron Pierre De Coubertin qui disait : "l'essentiel est de participer". Pour moi et mon équipe, l'essentiel est plutôt de gagner, en donnant le meilleur.



**Question :** Comment comptez-vous maintenir cette dynamique dans la perspective des jeux de 2027 ?

**M.A.M :** Dès que nous sommes arrivés à la tête de cette fédération, nous avons mis en place une stratégie, sur le long terme, en se basant sur la boxe éducative, scolaire, féminine, en plus de la boxe des élites. Et justement la convention que nous signerons ce jeudi avec l'ambassade de France vient consolider cette stratégie et la rendre effective et opérationnelle, avec comme objectifs, augmenter le nombre de licenciés. La fédération veut être au rendez-vous fixé par le Président de la République, de ces premiers jeux des îles que les Comores abriteront. Et je vous donne rendez-vous, parce que les boxeurs comoriens ne feront pas que participer en 2027. Ils gagneront aussi avec l'aide d'Allah, parce que nous nous y préparons.

Propos recueillis par Imtiyaz



## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC)

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

## Avis de demande de cotation ouverte

Pays : Union des Comores

Nom du projet : Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores (PAESC)

Numéro de Don : IDA E0490

Référence du marché : KM-AEP SONELEC-346647-GO-RFQ

Intitulé du marché : Acquisition et livraison de véhicules pour l'Agence d'Exécution du Projet

Lot 1: 2 véhicules de type pick-up

Lot 2: 2 véhicules de type SUV

Date de l'avis : 25 juillet 2023

1- L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer les activités du projet du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores (PAESC) et a l'intention d'utiliser une partie de fonds accordés au titre de ce financement pour l'acquisition et la livraison de quatre (04) véhicules pour l'Agence d'Exécution du Projet (AEP).

2- L'Agence d'Exécution du Projet d'Accès à

l'Énergie Solaire aux Comores sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition et la livraison de quatre (04) véhicules.

3- La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à une demande de cotation telle que définie dans le projet « Règlement applicable aux emprunteurs – passation des marchés dans le cadre de financement de projets d'investissement de la Banque Mondiale de la quatrième édition novembre 2022 « Le Règlement de passation des marchés » et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

4- Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent retirer le dossier de demande de cotation en précisant la référence et l'intitulé du marché, auprès du siège du Projet sur la Route de Salimani, SAHARA, MORONI, aux heures de travail **du lundi au vendredi de 8h00 à 16h30**, ou par email à [infospaesc@gmail.com](mailto:infospaesc@gmail.com) avec copie à

[aep.paesc@gmail.com](mailto:aep.paesc@gmail.com)

5- Les offres devront être remises sous pli fermé avec la mention « **KM-AEP SONELEC-346647-GO-RFQ / Acquisition et livraison de véhicules** » en précisant le lot auquel le soumissionnaire soumet son offre et seront adressées à monsieur le **Coordonnateur de l'AEP – PAESC- Route de Salimani – Sahara – Moroni**, au plus tard **le lundi 7 août 2023 à 14h30 (heure locale de Moroni)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents **le lundi 7 août 2023 à 15h30** dans les locaux du projet PAESC.

6- Une garantie d'offre est requise dans le cadre de cette demande de cotation. Le montant de la garantie d'offre est de trois pourcent (3%) du montant de l'offre et peut être fournie sous l'une des formes suivantes :

- Un chèque de banque certifié libellé au nom de l'AEP-PAESC – Agence d'Exécution du Projet
- Une caution bancaire





Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,  
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



## Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (P171361)

AMI/ Réf : 2023-020-EIES-PAR COTIER-PRPKR

### Sélection de consultants par les emprunteurs de la banque

#### « SOLlicitation a MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ÉLABORATION DES ETUDES D'IMPACTS ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (EIES), ET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) RELATIF AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENTS COTIERS EN UNION DES COMORES »

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement Post-Kenneth et de résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour recruter un CABINET pour appuyer l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à réaliser une Etude d'Impacts Environnementale et Sociale (EIES) et un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des infrastructures côtières.

#### 2. Objectifs de la mission

L'objectif général de la mission, sous la supervision de la Coordonnatrice a.i du PRPKR et en collaboration avec les Experts de l'UGP, est d'assurer une mission d'élaboration d'EIES/PAR pour les activités de la sous-composante 2.1 Résilience des zones côtières et réhabilitation des infrastructures.

#### 3. Les services de prestation demandés au consultant

##### A. Les requis à l'élaboration de l'EIES

L'EIES doit inclure toutes les installations et structures auxiliaires ou connexes et hors site nécessaires aux travaux (Carrières, Gites d'emprunt, les routes de connexion sur le chantier de construction des digues, la base vie, etc.) y compris, la ligne de distribution ou d'interconnexion entre autres, les impacts environnementaux et sociaux liés à la construction de logement. En outre, l'EIES propose également des mesures d'atténuation pour faire face aux éventuelles conséquences environnementales et/ou sociales néfastes des activités en phases de construction, notamment la pollution des sols, de l'air et de l'eau, les impacts sur le site et son environnement et les habitats terrestres et les perturbations sociales.

##### B. Les requis à l'élaboration du PAR

Les principales tâches à accomplir par le bureau d'étude sont les suivantes : L'identification des impacts du projet et de la population affectée par composante 2.1 :

##### Cela comprend :

- La cartographie des zones potentiellement concernées par le sous-projet,
- Le recensement des populations affectées (pré-identifié par le projet),
- L'inventaire des activités et les biens mobiliers des personnes affectées à la réinstallation involontaire,
- Si les structures à usage commercial (petit commerce de quartiers) appartenant aux bénéficiaires éligibles sont touchées, entreprendre une évaluation de la mobilité de ces structures et de la perte potentielle de clientèle pendant la période transitoire
- Les études socio-économiques, l'analyse des enquêtes et des études similaires
- La consultation des personnes affectées concernant les avantages de l'assistance et les opportunités de développement de leur bien-être.

#### 4. Profil du consultant et critères de l'évaluation

Le consultant (Cabinet) intéressé, doit répondre aux critères des domaines spécifiques recherchés : Qualifications requises à l'élaboration de l'EIES/PAR

- Avoir au moins 10 ans d'expérience dans la conduite d'études environnementales et sociales de grande envergure.

- Disposer d'une équipe technique professionnelle hautement qualifiée et possédant une expérience confirmée en matière de développement durable et de promotion des droits des communautés dans la résilience au changement climatique ;

- Avoir des expériences/connaissances dans le secteur côtier ;

- Une expérience avérée dans la mise en œuvre de projets financés par la Banque mondiale sera un avantage ;

- L'expérience de missions similaires et de la région est particulièrement pertinente ;

- Un fort leadership de l'équipe du Bureau d'Etudes en matière d'analyse socio-économique, de planification et de gestion et de plan d'action de relocation ;

- L'équipe devra maîtriser le Français, et le Comorien et inclure des expertises techniques susceptibles de lui permettre de répondre pleinement aux exigences des pré-sents termes de référence.

#### Les profils suivants sont recherchés au sein de l'équipe :

• Chef de mission : Bac+5 en sciences de l'environnement ou équivalent avoir au moins 10 ans d'expériences générales en gestion environnementales, et avoir mené au moins cinq (5) missions d'études environnementales et sociales similaires.

**Bonnes connaissances** des textes nationaux  
**Bonnes connaissances** des NES de la Banque Mondiale

**Expériences d'EIES** Infrastructures côtières et dans les zones de travail seront un atout,

**Coordination des activités** des membres de l'équipe et la rédaction des différents rapports d'étape. En particulier, il/elle orientera les membres de l'équipe sur les activités à prendre en compte, précisera la méthodologie à mettre en œuvre et organisera les échanges et la collecte de données,

**Bonne maîtrise** de la langue française.

• **Expert social** : Bac+5 en sciences sociales ou équivalent

Bonnes connaissances des NES de la Banque et bonne maîtrise de la législation nationale de l'Union des Comores ;

Au moins 10 ans d'expériences dans des études similaires

Bonnes capacités de synthèse et de rédaction en Français

• **Un expert en réinstallation involontaire,**

Avoir un niveau d'au moins Bac+5 dans le domaine des sciences sociales ou humaines (sociologue, socio-économiste, socio-environmentaliste, économiste environnementaliste, géographe aménagiste, développement urbain, etc.),

Il/Elle doit avoir au moins 10 ans d'expérience en réinstallation involontaire et avoir élaboré au moins 5 PAR dont au moins 2 avec des projets sous financement Banque mondiale les 2 dernières années, et avoir une bonne connaissance de la PO4.12 et des textes nationaux pertinents en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique,

Il/Elle doit maîtriser la langue française dans laquelle seront rédigés les rapports et avoir des aptitudes et compétences à élucider les questions juridiques sur l'occupation des terres et les droits des PAP selon leur catégorie,

Il/Elle doit attester (i) d'une solide expérience d'au moins 10 ans dans la conduite de missions similaires, (ii) d'une connaissance des problèmes sociaux liés aux projets d'aménagements côtiers et (iii) d'une bonne maîtrise des procédures de PAR et des standards internationaux, ainsi que de la réglementation nationale,

Il assurera la coordination de la mission.

• **Un expert juriste foncier,**

Avoir de niveau Bac + 5, ayant une bonne connaissance des textes sur droit des propriétés, le foncier, sur les expropriations, et leur prise en compte dans les PAR.

Il/Elle doit avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle et contribuer à l'élaboration d'au moins 2 PAR.

Il/Elle doit avoir des aptitudes et compétences à élucider les questions juridiques sur l'occupation des terres et

les droits des PAPs selon leur catégorie.

Il/Elle proposera les mesures nécessaires pour la régularisation des personnes à réinstaller et des mesures d'assistance spécifiques pour faciliter une mise en œuvre effective du PAR sur toutes les questions liées au foncier.

**AUTRES EXPERTS** - Les autres experts qui soutiendront l'équipe susmentionnée peuvent inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants :

- o **Spécialiste en travaux côtiers,**
- o **Spécialiste en SIG,**
- o **Spécialiste en genre et VBG/SEA,**
- o **Spécialiste en sciences marines ou équivalent (protection du littoral)**

o **Une équipe mixte facilitateurs**

Les experts ci-dessus auront de préférence une expérience des projets dans le secteur d'activités côtières. Ils doivent être titulaires d'une licence au minimum et avoir une expérience pertinente de 3 à 5 ans.

#### 5. Renseignements à fournir

L'UGP invite les CABINETS légalement constitués et éligibles à manifester leur intérêt à fournir leur prestation pour la mission décrite ci-dessus. Ce dossier de manifestation d'intérêt doit comprendre :

- Une lettre de manifestation d'intérêt et**
- Les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations (liste et informations sur les contrats similaires exécutés)**
- Une attestation de bonne fin des contrats similaires, carte fiscale, etc.).**
- CV des personnes clés**

**Remarque** : Les Cabinets peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives pour la forme de groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant mais doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les partenaires sont conjointement et solidairement responsables de l'intégralité du contrat s'ils sont sélectionnés.

#### 6. Méthode de sélection du Consultant

Les Consultants (Cabinets) seront sélectionnés conformément à la méthode suivante : Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant (SQC) en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI), édition de novembre 2020.

#### 7. Soumission des dossiers de manifestation d'intérêt

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être rédigés en langue française, déposé par voie physique (1 Original, 2 copies et Clé USB) et adressés à **Madame la Coordonnatrice a.i** du Projet PRPKR et déposés en présentiel à l'Unité de Gestion du Projet **avant 13 heures 00 (heure locale)**, au plus tard le **28 Août 2023** à l'adresse suivante : **Unité de Gestion du Projet sis au 2ème étage du Bâtiment abritant la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire (DGEAT) sur la route de la Corniche à, BP 12 Moroni – Union des Comores**

#### 8. Informations additionnelles

Les Cabinets intéressés peuvent retirer ou demander les TDRs et obtenir des informations supplémentaires par courriel à l'adresse suivant : [rpm.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:rpm.ugp.prpkr@gmail.com) avec copie : [apm.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:apm.ugp.prpkr@gmail.com).